L'Opinion, 31 décembre 2013

LES GRANDES QUESTIONS DE 2014 (6/8)

Alors que la Chambre haute renouvelle la moitié de ses membres en septembre 2014, la grogne monte à l'Assemblée et au gouvernement Et si le Sénat finissait par être supprimé ?

● C'est le deuxième inaccessible que rencontrent certains socialistes en cette fin d'année 2013. Car au fond, à quoi sert le Sénat ? Alors qu'il s'y trouve à six voix près une majorité de gauche depuis fin 2011, les textes les plus importants du gouvernement Ayrault ont été repoussés par la haute assemblée. Budget 2014, réforme des retraites, taxe à 75%... Le 25 septembre 2013, en pleine première pour la présidentielle, les socialistes viennent tranquillement rejoindre de voir le Sénat basculer à gauche, pour la première fois dans l'histoire de la V^e République. « C'est un événement historique » et « un traumatisme pour Nicolas Sarkozy », tout d'ailleurs François Hollande. Sans doute le futur candidat y voyait-il un heureux présage pour l'élection présidentielle de mai 2012. Mais deux ans et un trimestre plus tard, le gouvernement subit camouflé sur canapé de la part du « Sénat de gauche ».

Le summum a été atteint le 5 novembre, lorsque la Chambre haute a rejeté à l'unanimité, socialistes compris, le projet de réforme des retraites. « Le texte, tel qu'il a été modifié par la droite du Sénat, était devenu inacceptable », a justifié François Rebsamen, président du groupe PS. Alain Vidalies, le ministre délégué aux Relations avec le Parlement, explique, après chaque échec au palais du Luxembourg, que tout cela est normal, puisque le gouvernement « n'a pas de majorité » au Sénat, le Front de gauche n'ayant pris aucun engagement de solidarité gouvernementale. Et que ces rejets n'ont de toute façon aucune conséquence politique, puisque l'Assemblée a le dernier mot. « Au final, sur l'année 2013,

le gouvernement a été amené à donner le dernier mot à l'Assemblée nationale que 11 fois », résumait-il en Conseil des ministres le 19 décembre. S'agait de minimiser le rôle « d'empêcheur de tourner en rond » du Sénat.

• **Triangle des Bermudes « no-trou noir ».** Le malaise est pourtant réel au sein de la majorité sur cette institution que le PS n'a jamais aimée. Lionel Jospin, lorsqu'il était Premier ministre, parlait « d'anomalie », tandis que la Convention pour la V^e République d'Arnaud Montebourg, il y a quelques années, la qualifiait avec dédain de « Chambre des Lents à la Française », en prévision de la réforme sérieusement. Le député socialiste Jean-Jacques Urvoas, président de la commission des Lois à l'Assemblée nationale, comparait récemment le Sénat au « triangle des Bermudes » dans *Le Monde*, tandis que Thierry Mandron, député de l'Essonne, évoquait un « trou noir ».

Jean-Pierre Sieser, président PS de la commission des Lois du Sénat, balaise ces condamnations sans appel d'un revers de main : « Quand on est à l'Assemblée, on regarde toujours le Sénat de haut. C'est une figure imposée, une sorte de rite initiatique. » Lui-même fait partie de ces anciens députés qui, « après avoir beaucoup critiqué le Sénat, se sont battus pour y entrer ». Et son point de vue a beaucoup évolué depuis. dit-il. L'édile du Loiret juge aujourd'hui le bicamérisme comme une « nécessité absolue : une seule lecture ne permet pas de faire une loi. D'ailleurs, il y a deux chambres dans toutes les grandes démocraties...

Reste à faire fonctionner correctement ce bicamérisme. Roger Karoutchi, sénateur des Hauts-de-Seine et ancien ministre chargé des Relations avec le Parlement de Nicolas Sarkozy, pointe du doigt une « absence de capacité à trouver une majorité » du gouvernement Ayrault. « Il n'est en totale rupture avec les communistes et n'ont aucune capacité de discussion avec le centre, alors que Jean-Louis Jospin, ils avaient le faire, regrette-t-il. Il ne faut pas ce travail de discussion avec les uns et les autres, partant du principe que ça ne sert à rien et que le seul élément politique déterminant, c'est l'Assemblée. »

L'ancien sénateur centriste de l'Orne Alain Lambert, aujourd'hui président du conseil général du département, estime que cette absence de dialogue entre Assemblée nationale et Sénat sur les textes fondamentaux est au final « très affligeante » : « Le Sénat pourrait se mettre hors-jeu s'il ne jouait plus son rôle institutionnel. Il n'apporte plus cette forme de sagesse et de raison, cette capacité à amortir les chocs d'opinion que l'on est en droit d'attendre d'un Sénat. » L'ancien ministre du Budget déplore la « politisation extrême » de la haute assemblée, « due, selon lui, au scrutin proportionnel, qui « favorise les apparitions ». « Mais peut-être faut-il une crise pour que le Sénat se métamorphose », espère-t-il. Signe que l'heure est grave, le président PS du Sénat, Jean-Pierre Bel, envisagerait de mettre en place un groupe de travail pour « réfléchir à la mission du Sénat ».

Nathalie Segaux
@NSegaux